

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 29/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOLVAY Rhodia Opérations**

site de Salindres  
rue Jean Moulin  
30340 Salindres

Références : -

Code AIOT : 0006601578

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 07/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90% de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique.

Le site de Salindres emploie environ une centaine de personnes. En mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO, il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ou smartphones), de la pharmacie et de la protection des cultures.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié.

Fin septembre 2024, Solvay France a annoncé sa décision de cesser les activités de production exercées par Rhodia Opérations sur le site de Salindres. En conséquence, depuis cette date, toutes les productions ont été arrêtées. Les opérations de cessation d'activité doivent intervenir dans les prochains mois.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Méthode de mesure utilisée pour les PFAS spécifiques	AP Complémentaire du 21/06/2024, article 5	Sans objet
2	Réduction des niveaux d'émission	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 8	Sans objet
3	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 9.1	Sans objet
4	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58- V	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire un nouveau point sur le fonctionnement et les résultats du pilote de traitement des effluents ZETA.

Les méthodes analytiques de mesures des composées spécifiques du site et les limites de quantification associées sont un enjeu important à la fois pour le pilotage de l'installation de traitement mais également pour le suivi réglementaire du site. L'exploitant a engagé un important travail avec des laboratoires externes et a fait des acquisitions de matériels pour son laboratoire interne afin d'être en capacité de mesurer les concentrations des différents composés.

Un contrôle inopiné aura lieu en 2025 sur les rejets des effluents du site.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Méthode de mesure utilisée pour les PFAS spécifiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/06/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Méthode de mesure utilisée pour les PFAS spécifiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Rhodia Opérations tient à disposition de l'inspection des installations classées le descriptif détaillé des méthodes utilisées pour réaliser ces quantifications ou évaluations, ainsi que pour mesurer les concentrations rejetées, dans l'air et dans l'eau, des PFAS visées à l'article 3 du présent arrêté (au minimum : acide trifluoroacétique (TFA), acide triflique (TA), acide chlorodifluoroacétique (CDFA), triflinate (TFS), trifluorométhylbenzène (TFMB) et dérivés). Il en justifie la représentativité en précisant les limites de la méthodologie mise en place, notamment les limites de quantification associées pour mesurer les concentrations des PFAS visées à l'article 3 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de pouvoir réaliser les analyses réglementaires d'autosurveillance et les analyses nécessaires au suivi des installations (notamment de l'unité de traitement des effluents), l'exploitant travaille depuis plusieurs mois en étroite collaboration avec 3 laboratoires européens dans le but de qualifier un sous-traitant capable de réaliser les analyses des substances présentes sur le site. Les laboratoires ont développé des méthodes d'analyse spécifiques aux composés. Les limites de quantifications ont progressé. La qualification des laboratoires ne pourra être finalisée qu'en janvier 2025.</p> <p>Parallèlement, le site a fait l'acquisition de nouveaux appareils de mesures (chromatographie ionique couplée à une spectrométrie de masse). Les livraisons des différents éléments de ces équipements ne sont pas terminées. La mise en service n'est ainsi pas encore effective.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Avec l'évolution de la technologie de mesure à venir permettant d'abaisser la limite de quantification, l'exploitant mettra à jour sa note de description détaillée des méthodes de mesure et précisera les limites de quantification et les conditions de validité. Il met notamment en avant les dispositions prises pour permettre d'assurer la représentativité des mesures tant internes, qu'externes, via la réalisation de mesures comparatives croisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Réduction des niveaux d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Valeurs de rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites en flux rejeté par la société Rhodia Opérations vers le GIE Chimie fixé à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 2013-41 du 26 juillet 2013 susvisé modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-30 du 20 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les valeurs limites fixées au présent article pour les substances suivantes : acide trifluoroacétique (TFA), acide triflique (TA), acide chlorodifluoroacétique (CDFA) et triflinate (TFS).</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté l'autosurveillance du mois de décembre 2024. Un dépassement de la concentration en TFA a été constaté le 1 décembre 57mg/L pour une VLE à 50 mg/L. L'exploitant a indiqué sous l'application GIDAF qu'il s'agissait d'un phénomène ponctuel et que les valeurs des jours suivants étaient conformes. L'inspection constate que le volume ce jour-là a également été plus élevé qu'habituellement.</p> <p>Ce paramètre fait l'objet d'une autosurveillance quotidienne, les dispositions du III de l'article de 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 s'appliquent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier ce dépassement (condition de fonctionnement, redémarrage de l'installation de traitement...) et les dispositions prises pour y remédier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Surveillance des émissions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fréquences de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fréquences de surveillance des substances rejetées par la société Rhodia Opérations vers le GIE Chimie fixé à l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013-41 du 26 juillet 2013 susvisé modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-30 du 20 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les fréquences fixées au présent article pour les substances suivantes : TFA, TA, CDFA et TFS</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Contrôle inopiné**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58- V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle inopiné PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. - Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. »</p>

**Constats :**

Un contrôle inopiné a été demandé par l'inspection en 2025 pour le site. Il doit porter sur les 20 PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et les composés spécifiques du site (TFA, TA, CDFA et TFS). Le contrôle doit être effectué par prestataire qui n'intervient pas par ailleurs dans l'établissement.

Par mail du 13 décembre, l'exploitant a fait part de ces difficultés à trouver un laboratoire capable d'analyser les substances spécifiques au site. Après avoir sollicité divers laboratoires, il propose à l'inspection de retenir le laboratoire CERECO (avec sous-traitance à IANESCO d'une partie des analyses). La quantification de certaines substances CDFA et TFMB n'est pas encore certaine.

Il convient de noter que l'exploitant a exclu de ces sollicitations les trois laboratoires avec lesquels ils travaillent par ailleurs pour établir des méthodes d'analyses pour le suivi réglementaire de son site.

Compte-tenu des éléments ci-dessus, l'inspection donne son accord pour retenir CERECO et demande à l'exploitant de l'informer dès que possible sur la faisabilité des analyses de CDFA et TFMB.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection dès retour du laboratoire de la possibilité ou non d'analyser le CDFA et le TFMB.

**Type de suites proposées :** Sans suite